

# Internationalisme

ORGANE THÉORIQUE ET DE DISCUSSION



## SOMMAIRE

L'EXPERIENCE RUSSE

LETRE A TOUS LES GROUPES DE LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE

1933 = MORT DE LA TROISIEME INTERNATIONALE  
= OUVERTURE DU COURS VERS LA GUERRE

Prix 10 l.

MAI 1946

**GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE**

ARTICLE:1

"La Fraction Française de la Gauche Communiste Internationale prend  
"le nom de " Gauche Communiste de France."

(Extrait des statuts adoptés à  
l'unanimité lors de la Conférence  
Constitutive en janvier 1945.)

La publication et la diffusion de "l'Étincelle" et de "Internationalisme" ne peuvent continuer sans l'aide matérielle et financière de tous les camarades et de tous les sympathisants.

Nous faisons appel à tous ceux qui sentent la nécessité d'un tel travail théorique pour la reprise de la lutte de classe du prolétariat.

La Gauche Communiste de France.

Adressez les souscriptions et les abonnements:

SALAMIA:47 BP. Centale 14cm.

Abonnement : Étincelle	6 N°	20 frs
Abonnement : Internationalisme	5 N°	50 frs
Abonnement de soutien		100 frs.

## L'EXPERIENCE RUSSE.

Il n'y a plus de doute possible: La première expérience de la révolution prolétarienne, dans ce qu'elle présente comme acquis positif, et encore plus dans les enseignements négatifs qu'elle comporte, est aujourd'hui à la base de tout le mouvement ouvrier moderne. Tant que le bilan de cette expérience ne sera pas fait, tant que les enseignements ne seront pas mis en lumière et assimilés, l'avant-garde révolutionnaire et le prolétariat seront condamnés à piétiner sur place.

Même en supposant l'impossible, c'est à dire que le prolétariat s'empare du pouvoir, par un jeu de circonstances miraculeusement favorables, il ne saurait dans ces conditions s'y maintenir. Dans un délai très court il perdra la direction des événements, et la Révolution ne tardera pas à s'engager sur les rails du retour au capitalisme.

Les révolutionnaires ne peuvent se contenter simplement de prendre position par rapport à la Russie d'aujourd'hui. Le problème de la défense ou la non défense de la Russie, a, depuis longtemps cessé d'être un débat dans le camp de l'avant-garde.

La guerre impérialiste de 1939-45 dans laquelle la Russie s'est montrée sous son vrai jour, aux yeux de tout le monde, comme une des puissances impérialistes, la plus rapace, la plus sanguinaire, a définitivement fait, des défenseurs de la Russie, quelles que soient les formes sous lesquelles ils se présentent, des agences, des prolongements politiques de l'Etat impérialiste russe, dans le prolétariat, au même titre que la guerre de 1914-17 a révélé la soudure définitive des partis socialistes avec les Etats capitalistes nationaux.

Nous ne comptons pas revenir sur cette question dans la présente étude. Pas davantage nous ne reviendrons ici sur la nature de l'Etat russe, que la tendance opportuniste au sein de la Gauche Communiste Internationale tente encore à représenter comme une nature prolétarienne à fonction contre révolutionnaire, comme un Etat ouvrier dégénéré. Nous croyons avoir terminé avec cette sophistique subtile, d'une prétendue opposition qui existerait entre la nature prolétarienne et la fonction contre-révolutionnaire de l'Etat russe, et qui au lieu d'apporter la moindre analyse et explication sur l'évolution de la Russie, même directement au renforcement du stalinisme, de l'Etat capitaliste russe et du capitalisme international. Nous constatons d'ailleurs que depuis notre étude et polémique contre cette conception, parue dans le N° 6 du Bulletin International de la Fraction italienne en Juin 1944, les défenseurs de cette théorie n'ont plus osé revenir ouvertement à la charge. La Gauche Communiste de Belgique a fait savoir officiellement qu'elle rejette cette conception. Le P.C.I. d'Italie semble n'avoir pas encore pris position. Et si nous ne trouvons pas une défense ouverte méthodique de cette conception erronée, nous ne trouvons pas non plus son rejet explicite. Ce qui explique que dans les publications du PCI d'Italie on trouve constamment les termes "d'Etat ouvrier dégénéré" quand il s'agit de l'Etat capitaliste russe.

Il est évident, qu'il ne s'agit pas d'une simple question de terminologie, mais de la substance d'une fausse analyse de la société russe, d'un manque de précision théorique que nous rencontrons également dans d'autres questions politiques et programmatiques.

L'objet de notre présente étude porte exclusivement, à dégager ce qui nous semble être les enseignements fondamentaux de l'expérience russe. Ce n'est pas une histoire des événements qui se sont déroulés et succédés en Russie que nous nous proposons de faire, quelle que soit leur importance. Un tel travail exige un effort qui dépasse notre capacité. Nous ne voulons que tenter un essai sur cette partie de l'expérience russe qui, dépassant le cadre d'une situation historique contingente, porte un enseignement valable pour tous les pays et l'ensemble de la Révolution sociale à venir. Nous comptons ainsi participer et apporter notre contribution à l'étude des questions fondamentales dont la solution ne peut venir que par l'effort de tous les groupes révolutionnaires au travers d'une discussion internationale.

### PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET PROPRIÉTÉ COLLECTIVE.

Le concept marxiste sur la propriété privée des moyens de production, comme étant le fondement de la production capitaliste et partant, de la société capitaliste, semblait contenir l'autre formule: la disparition de la possession privée des moyens de production équivaudrait à la disparition de la société capitaliste. Aussi nous trouvons dans toute la littérature marxiste la formule de la disparition de la possession privée des moyens de production comme synonyme du socialisme. Or le développement du capitalisme ou, plus exactement, le capitalisme dans sa phase décadente, nous présente une tendance plus ou moins accentuée mais également généralisée à tous les secteurs, vers la limitation de la possession privée des moyens de production, vers leur nationalisation.

Mais les nationalisations ne sont pas du socialisme et nous ne nous arrêtons pas ici à le démontrer. Ce qui nous intéresse c'est la tendance même et sa signification du point de vue classe.

Si l'on conçoit que la propriété privée des moyens de production soit la base fondamentale de la société capitaliste, toute constatation d'une tendance vers la limitation de cette propriété nous conduit à une contradiction insurmontable à savoir: le capitalisme porte atteinte à sa propre condition s'écroule lui-même sa propre base.

Il serait tout à fait vain de jongler avec des mots et spéculer sur les contradictions inhérentes au régime capitaliste.

Quand on parle par exemple de la contradiction mortelle du capitalisme à savoir: que celui-ci pour développer sa production a besoin de conquérir de nouveaux marchés, mais qu'au fur et à mesure qu'il conquiert ces nouveaux marchés il les incorpore à son système de production et détruit ainsi le marché sans lequel il ne peut vivre, on signale une contradiction réelle surgissant du développement objectif de la production capitaliste indépendamment de sa volonté et insoluble pour lui. C'est la même chose quand on cite la guerre impérialiste et l'Economie de guerre, ou le capitalisme par ses contradictions internes produit son auto-destruction.

Et ainsi, pour toutes les contradictions objectives dans lesquelles évolue le régime capitaliste.

Mais il en est tout autrement pour la propriété privée des moyens de production où l'on ne voit pas des forces obligeant le capitalisme à s'engager délibérément, consciemment dans la formation d'une structure qui présenterait une atteinte à sa nature, à son essence, même.

En d'autres termes, en proclamant la possession privée des moyens de production comme la nautre du capitalisme on proclame en même temps qu'en dehors de cette possession privée le capitalisme ne peut subsister. Du même coup on affirme que toute modification dans un sens de limitation de cette possession

privée, signifierait la limitation du capitalisme et une modification dans un sens capitaliste, opposé au capitalisme anticapitaliste. Encore une fois il ne s'agit pas de proportion de la grandeur de cette limitation! Se réfugier dans des calculs quantitatifs ou vouloir démontrer qu'il ne s'agit que d'une grandeur négligeable, ce serait esquiver la question. Cela du reste serait faux par dessus le marché, car il suffirait pas de citer l'ampleur de la tendance à la limitation dans les pays totalitaires et en Russie, où elle porte sur tous les moyens de production, pour se convaincre. Ce qui est en question, ce n'est pas la grandeur mais la nature même de la tendance.

Si la tendance à la liquidation de la possession privée signifie réellement une tendance vers l'anticapitalisme, on aboutit à cette conclusion stupéfiante: étant donné que cette tendance opère sous la direction de l'Etat, l'Etat capitaliste deviendra l'agent de sa propre destruction.

C'est bien à cette théorie de l'Etat capitaliste, anticapitaliste qu'aboutissent tous les protagonistes "socialistes" des nationalisations, du dirigisme économique et tous les faiseurs de "plans" qui dans la mesure où ils ne sont pas des agents conscients du renforcement du capitalisme, sont néanmoins des réformateurs au service du capitalisme. Tels sont les groupes, "abondance", "CETES", etc...

Les trotskystes qui n'ont pas beaucoup de raison dans leur cerveaux sont évidemment pour ces limitations, car tout ce qui est opposé à la nature capitaliste est forcément prolétarien.

Ils sont peut-être un peu sceptiques mais estiment criminel de négliger la moindre possibilité. Les nationalisations, pour eux, c'est tout de même un affaiblissement de la propriété privée du capitalisme. S'ils ne disent pas comme les staliniens et les socialistes que c'est un morceau de socialisme en régime capitaliste, ils sont cependant convaincus que c'est "progressif". Malins comme ils sont ils comptent faire faire à l'Etat capitaliste un travail qui autrement resterait à faire par le prolétariat après la révolution.

"C'est toujours cela de pris et de moins à faire", se disent-ils en se frottant les mains, et satisfaits d'avoir roulé l'Etat capitaliste.

"Mais c'est du réformisme!" s'écrie le gauche communiste du type Vercesi. Et en "marxiste" le voilà parti non pas à expliquer le phénomène, mais à le nier tout bonnement, à démontrer par exemple que les nationalisations n'existent pas, ne peuvent exister, qu'elles ne sont que des inventions des mensonges démagogiques, des réformistes.

Pourquoi cette indignation surprenante à première vue, cette obstination dans la négation? Cela parce que le point de départ est commun avec les réformistes, car c'est là que repose toute sa théorie de la nature prolétarienne de la société russe. Et puisqu'ils ont le même critère pour apprécier la nature de classe de l'économie, la reconnaissance d'une telle tendance dans les pays capitalistes, ne peut signifier pour lui que la reconnaissance d'une transformation évolutive du capitalisme en socialisme.

Ce n'est pas tellement parcequ'il tient à la formule "marxiste" de la possession privée, mais plutôt parcequ'il est tenu par elle ou plus exactement par sa caricature renversée, c'est à dire: l'absence de la possession privée des moyens de production est le critère de la nature prolétarienne de l'Etat russe, qu'il est amené à nier la tendance et la possibilité de la limitation de la propriété de moyens de productions en régime capitaliste.

Plutôt que d'observer le développement objectif et réel du capitalisme et sa tendance vers le capitalisme d'Etat, et de rectifier sa position sur la

nature de l'Etat russe il préfère s'en tenir à la formule et sauver sa théorie de la nature prolétarienne de la Russie et tant pis pour la réalité. Et comme la contradiction entre la formule et la réalité est insurmontable, on niera cette dernière tout simplement et le tour est joué!

Une troisième tendance tentera de trouver la solution dans la négation du marxisme. " Cette doctrine -dit-elle- était vraie tant qu'elle s'appliquait à la société capitaliste mais ce que Marx n'avait pas prévu et en quoi le marxisme est "dépassé" c'est qu'il a surgi une nouvelle classe qui s'empare graduellement et en partie pacifiquement (!) du pouvoir politique et économique de la société au dépens du capitalisme et du prolétariat". Cette nouvelle (?) classe serait pour les uns, la bureaucratie, pour les autres la technocratie et pour d'autres encore la "synarchie".

Abandonnons toutes ces élucubrations et revenons à notre sujet. Il est un fait indéniable, c'est qu'il existe une tendance qui va vers la limitation de la possession privée des moyens de productions et qu'elle s'accroît chaque jour dans tous les pays. Cette tendance se concrétise dans la formation générale d'un capitalisme étatique, gérant les branches principales de la production et la vie économique du pays. Le capitalisme d'Etat n'est pas l'apanage d'une fraction de la bourgeoisie ou d'une école idéologique particulière. Nous le voyons s'instaurer aussi bien en Amérique démocratique que dans l'Allemagne hitlérienne, dans l'Angleterre "travailleuse" que dans la Russie "soviétique".

Il ne nous est pas permis dans les cadres de cette étude de pousser à fond l'analyse du capitalisme d'Etat, des conditions et des causes historiques qui déterminent cette forme. Remarquons simplement que le capitalisme d'Etat est la forme correspondant à la phase décadente du capitalisme comme le fut le capitalisme de monopole à sa phase de plein développement.

Une autre remarque.

Un trait caractéristique du capitalisme d'Etat nous semble être son développement plus accentué en rapport direct avec les effets de la crise économique permanente dans les divers pays capitalistes évalués.

Mais le capitalisme d'Etat ne présente nullement la négation du capitalisme et encore moins la transformation graduelle en socialisme comme le prétendent les réformistes des diverses écoles.

La crainte de tomber dans le réformisme en reconnaissant la tendance vers le capitalisme d'Etat réside dans l'erreur qu'on fait dans la nature du capitalisme. Celle-ci n'est pas donnée par la possession privée des moyens de production, qui n'est qu'une forme, propre à une période donnée du capitalisme, à la période du capitalisme libéral, mais dans la séparation entre les moyens de production et le producteur.

Le capitalisme c'est la séparation entre le travail passé, accumulé, entre les mains d'une classe, dictant et exploitant le travail vivant d'une autre classe. Peu importe comment la classe possédante répartit entre ses membres la part de chacun. Dans le régime capitaliste cette répartition se modifie constamment par la lutte économique ou par la violence militaire. Aussi importante que soit l'étude du fonctionnement de cette répartition du point de vue de l'économie politique, ce n'est pas cela qui nous importe ici.

Quelles que soient les modifications intervenant dans les rapports entre les différentes couches de la bourgeoisie dans la classe capitaliste, du point de vue du système social des rapports entre les classes, le rapport de la classe possédante à la classe productrice reste capitaliste.

Que la plus value extirpée pendant le procès de production, aux ouvriers, se répartisse d'une façon ou d'une autre, que la part revenant respectivement au capital financier, commercial, industriel, soit plus ou moins grande, n'influence en rien et ne modifie en rien la nature même de la plus value. Pour qu'il y ait production capitaliste il est absolument indifférent qu'il y ait possession privée ou collective des moyens de production.

Ce qui détermine le caractère capitaliste de la production c'est l'existence du capital c'est à dire du travail asservi dans les mains des uns et commandant le travail vivant des autres en vue de produire de la plus value. Le transfert du capital des mains privées individuelles entre les mains de l'Etat, ne signifie pas, une modification, un changement de nature du capitalisme vers le non capitalisme, mais strictement une concentration du capital assurant plus rationnellement, plus parfaitement l'exploitation de la force de travail.

Ce qui est en jeu et faux, ce n'est pas le concept marxiste, mais exclusivement sa compréhension étriquée, son interprétation étroite et formelle. Ce qui donne un caractère capitaliste à la production ce n'est pas la possession privée des moyens de production. La propriété privée et celle des moyens de production existaient aussi dans la société esclavagiste ainsi que dans la société féodale. Ce qui fait de la production une production capitaliste c'est la séparation des moyens de production d'avec les producteurs leur transformation en moyens d'acheter et de commander le travail vivant dans le but de lui faire produire de l'excédent, de la plus value, c'est à dire la transformation des moyens de production perdant leur caractère de simple outil dans le processus de production pour devenir et exister en tant que capital.

La forme sous laquelle le capital existe, forme privée ou concentrée (trust monopole ou étatique) ne détermine pas plus son existence que la grandeur de la plus value, ou les formes qu'elle peut prendre (profit, rente foncière) ne déterminent son existence. Les formes ne sont que la manifestation de l'existence de la substance et ne font que l'exprimer diversement.

A l'époque du capitalisme libéral la forme sous laquelle existait le capital était essentiellement celle du capitalisme privé individuel.

Aussi les marxistes pouvaient sans grand inconvénient se servir de la formule représentant essentiellement la forme pour exprimer et présenter son contenu.

Pour la propagande auprès des masses cela présentait même l'avantage de traduire une idée quelque peu abstraite dans une image concrète, vivante et plus facilement saisissable.

"Possession privée des moyens de production = capitalisme" et

"Atteinte à la possession privée = socialisme" étaient des formules frappantes mais n'étaient que partiellement vraies.

L'inconvénient ne surgit que lorsque la forme tend à se modifier. L'habitude prise à représenter le contenu par sa forme, parceque correspondant pleinement à un moment donné se transforme en une identification qui n'existe pas et conduit à l'erreur de substituer le contenu par la forme. Cette erreur nous la trouvons pleinement dans la Révolution russe.

Le socialisme exige un très haut degré de développement des forces productrices qui n'est concevable qu'à la suite d'une plus grande concentration et centralisation des forces de production.

Cette concentration se fait par la dépossession privée des moyens de pro-

duction. Mais cette dépossession comme la concentration, à l'échelle nationale ou même internationale, des forces de production n'est qu'une condition de l'évolution vers le socialisme mais n'est encore en rien du socialisme.

L'expropriation la plus poussée peut tout au plus faire disparaître les capitalistes en tant qu'individus jouissant de la plus-value mais ne fait pas encore disparaître la production de la plus-value, c'est à dire le capitalisme.

Cette affirmation peut à première vue paraître paradoxale, mais un examen attentif de l'expérience russe nous montrera la réalité. Pour qu'il y ait socialisme, ou même simplement tendance vers le socialisme il ne suffit pas qu'il y ait expropriation, mais il est nécessaire que les moyens de production cessent d'exister en tant que capital. En d'autres termes il faut qu'il y ait un renversement du principe capitaliste de la production.

Au principe capitaliste, du travail accumulé commandant le travail vivant en vue de la production de la plus-value, doit être substitué le principe du travail vivant commandant le travail accumulé en vue de la production de produit de consommation pour la satisfaction des besoins des membres de la société.

C'est dans ce principe et uniquement en lui que réside le socialisme

L'erreur de la Révolution russe et du parti bolchévick a été de mettre l'accent sur la condition, l'expropriation, qui par elle même n'est pas encore du socialisme ni le facteur déterminant de l'orientation de l'économie dans un sens socialiste et d'avoir négligé et mis au second plan le principe même d'une économie socialiste.

Il n'y a rien de plus instructif à ce sujet que la lecture de nombreux discours et écrits de Lénine sur la nécessité d'un développement croissant de l'industrie et de la production de la Russie soviétique.

Pour Lénine le développement de l'industrie s'identifie avec le développement du socialisme. Il emploiera couramment et presque indifféremment les termes de Capitalisme d'Etat et du socialisme d'Etat sans bien les distinguer. Des formules comme "les coopératives + électricité voila le socialisme" et d'autres de ce genre ne font que traduire la confusion et le tatonnement dans ce domaine, des dirigeants de la Révolution d'octobre.

Il est très caractéristique que Lénine ait surtout attiré l'attention sur le secteur privé et sur la petite propriété paysanne qui selon lui pouvaient faire peser la menace d'une évolution de l'économie russe vers le capitalisme et complètement négligé le danger autrement plus présent et décisif venant de l'industrie étatisée.

L'histoire a complètement démenti l'analyse de Lénine sur ce point. La liquidation de la petite propriété paysanne pouvait signifier en Russie non pas le renforcement d'un secteur socialiste mais bien d'un secteur étatisé au bénéfice du renforcement d'un capitalisme d'Etat.

Il est certain que les difficultés auxquelles s'est heurtée la Révolution russe de par son isolement et de par l'état arriéré de son économie seront grandement atténuées pour la Révolution à l'échelle internationale.

C'est à cette échelle seulement que se trouve la possibilité d'un développement socialiste de la société et de chaque pays. Il n'en reste pas moins vrai que même à l'échelle internationale, le problème fondamental réside non pas dans l'expropriation mais dans le principe même de la production.

Non seulement dans les pays arriérés, mais même dans les pays où le capitalisme a atteint son plus haut développement, subsistera pendant un certain temps et dans certains secteurs de la production, la propriété privée qui ne sera résorbée que lentement et graduellement. Cependant le danger d'un retour au capitalisme ne viendra pas principalement de ce secteur, car la société en évolution vers le socialisme ne peut retourner vers un capitalisme à sa forme primitive et dépassée par lui-même.

La menace redoutable d'un retour au capitalisme se trouvera essentiellement dans le secteur étatisé. Cela d'autant plus que le capitalisme se trouve ici sous sa forme impersonnelle pour ainsi dire éthérée. L'étatisation peut servir à camoufler longtemps un processus opposé au socialisme

Le prolétariat ne surmontera ce danger que dans la mesure où il rejettera l'identification entre l'expropriation et le socialisme, dans la mesure où il saura distinguer entre l'étatisation même avec l'adjectif "socialiste" et le principe socialiste de l'économie.

L'expérience russe nous enseigne et nous rappelle que ce ne sont pas les capitalistes qui font le capitalisme, mais bien le contraire: le capitalisme qui engendre des capitalistes.

Les capitalistes ne peuvent exister en dehors du capitalisme mais la réciproque n'est pas vraie.

Le principe capitaliste de la production peut exister après la disparition juridique et même effective des capitalistes bénéficiaires de la plus-value. Dans ce cas, la plus-value tout comme sous le capitalisme privé sera réinvestie dans le procès de la production en vue d'une extirpation d'une plus grande masse de plus-value.

Dans un court délai, l'existence de la plus-value engendrera les hommes fermant la classe qui s'appropriera la jouissance de la plus-value. La fonction créera l'organe. Qu'ils soient des parasites, des bureaucrates ou des techniciens participant à la production, que la plus-value se répartisse d'une façon directe ou d'une façon indirecte par le truchement de l'Etat, sous la forme de hauts salaires ou dividendes proportionnels à leurs actions et emprunts d'Etat (comme c'est déjà le cas en Russie), tout cela ne changera en rien le fait fondamental que nous nous trouverons en présence d'une nouvelle classe capitaliste.

Le point central de la production capitaliste se trouve dans la différence existant entre la valeur déterminée par le temps du travail et la force de travail qui reproduit plus que sa propre valeur. Cela s'exprime dans la différence entre le temps de travail nécessaire à l'ouvrier pour reproduire sa propre subsistance et qui lui est payé, et le temps de travail qu'il fait en plus et qui lui n'est pas payé et constitue la plus-value dont s'empare le capitaliste. C'est dans le rapport entre le temps de travail payé et le temps de travail non payé que se distinguera la production socialiste de la production capitaliste.

Toute société a besoin d'un fond de réserve économique pour pouvoir assurer la continuation de la production, et de la production élargie. Ce fond se constitue par du sur-travail indispensable. D'autre part une quantité de sur-travail est indispensable pour subvenir aux besoins des membres improductifs de la société. La société capitaliste tend à détruire avant de disparaître les masses énormes de travail accumulé sur l'exploitation féroce du prolétariat.

C'est à dire que la part de sur-travail que le prolétariat aura à prélever, sera peut-être au début aussi grande que sous le capitalisme. Le principe économique socialiste ne saurait donc être distingué dans la grandeur immédiate du rapport entre le travail payé et non payé. Seule, la tendance de la courbe, la tendance au rapprochement du rapport pourra servir d'indication de l'évolution de l'économie et être le baromètre indiquant la nature de classe de la production.

Le prolétariat et son Parti de classe auront donc à veiller attentivement les plus belles conquêtes industrielles (même où la part des ouvriers serait en valeur absolue plus grande, mais relativement moindre) signifieraient le retour au principe capitaliste de la production.

Toutes les démonstrations subtiles sur l'inexistence du capitalisme privé de la nationalisation des moyens de production, ne sauront cacher cette réalité.

Sans se laisser prendre à cette sophistique, intéressée à perpétuer l'exploitation de l'ouvrier, le prolétariat et son Parti devraient engager immédiatement une lutte implacable pour stopper cette orientation de retour à l'économie capitaliste, et imposer par tous les moyens, leur politique économique vers le socialisme.

En conclusion, nous citerons le passage suivant de Marx, pour illustrer et résumer notre pensée.

"La grande différence entre le principe capitaliste et le principe socialiste de la production est celle-ci: Les ouvriers trouvent-ils en face d'eux les moyens de production en tant que capital, et ne peuvent-ils en disposer que pour augmenter le surproduit et la plus value au compte de leurs exploités, ou bien au lieu d'être occupés par ces moyens de production, les emploient-ils pour produire la richesse à leur propre compte."

Karl Marx (histoire des  
doctrines économiques)  
Tome V page 171.

(A suivre.)

Nous publions ci-dessous une lettre que nous avons adressée le 15 mars dernier à tous les groupes se réclamant de la Gauche Communiste.

Nous constatons avec regret que jusqu'à ce jour nous n'avons reçu aucune réponse. La politique du silence est la pire qui puisse exister.

Nous rendons cette lettre publique 1) afin de permettre à tout militant révolutionnaire ayant à coeur, le problème du regroupement international de l'avant-garde, de mieux connaître la situation de celle-ci à l'heure actuelle. 2) parce que nous considérons qu'il faut en finir avec la voie de la "diplomatie secrète". Le prolétariat ne peut forger son Parti qu'au travers de la discussion et la controverses publiques, sur tous les problèmes.

Dans le prochain Internationalisme, nous répondrons à des critiques que divers camarades nous ont objectées individuellement.

#### A LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE.

Au Parti Communiste Internationaliste d'Italie,

A la fraction Belge,

Au Groupe 2 de la Fraction Française de la Gauche Communiste.

Chers camarades,

Sans vouloir reproduire l'ensemble des critiques que nous avons formulées dans nos documents, nous nous proposons dans cette lettre de préciser quelques points que nous estimons indispensables, pour la compréhension de nos positions, et de la situation générale dans laquelle se trouve la Gauche Communiste Internationale.

#### La Gauche Communiste Internationale et les autres groupes révolutionnaires

Ce serait une grave erreur de prétendre que la Gauche Communiste Internationale présente l'unique courant de Gauche issu de la IIIème Internationale après la dégénérescence et la trahison de cette dernière. Une telle affirmation ne relève que d'une prétention suffisante, digne d'une chapelle ou d'une secte et présente le plus grand handicap dans la voie du regroupement national et international des forces de la Révolution.

La Gauche Communiste Internationale présente à notre avis la tendance la plus conséquente, aux principes programmatiques les plus achevés du courant de la Gauche dont historiquement et politiquement elle n'est qu'une partie.

À côté de la Gauche communiste Internationale existent dans de nombreux pays des groupes et des militants révolutionnaires qui font partie intégrante du courant de la Gauche, qui va de la IIIème Internationale à la Future Internationale, tout comme les fractions de Trotsky, des spartakistes des abstentionnistes en Italie et les tribunistes hollandais faisaient partie du même courant de la Gauche, qui allait de la IIème à la IIIème Internationale et qui trouvait en la Fraction bolchévique son expression historique la plus conséquente.

Evidemment il ne peut être question, dans ce courant de Gauche de comprendre les diverses formations politiques qui à l'instar du Trotskysme ont été happées dans l'engrenage de l'idéologie bourgeoise et ont cessé depuis longtemps de présenter des moments du processus de reconstitution de l'organisation politique de la classe. Aucune de ces groupes n'a résisté aux épreuves historiques décisives: Par leur retour dans les rangs de la 11ème Internationale, ou par leur adhésion à l'idéologie antifasciste et la participation d'une façon directe ou indirecte à la guerre impérialiste en Espagne, ou par leur participation à la guerre impérialiste mondiale soit au nom de la défense de l'URSS, soit au nom de la "Libération Nationale," et des "droits des peuples à disposer d'eux mêmes", soit au nom de la lutte contre le "fascisme" ces groupes se sont définitivement liquidés politiquement en tant qu'expression du prolétariat.

En parlant des groupes révolutionnaires qui sont dans le camp prolétarien et qui font partie du courant historique de la Gauche, nous entendons exclusivement les groupes qui à aucun moment n'ont trempé dans la guerre et qui ont résisté à l'idéologie capitaliste de l'antifascisme.

Tels sont les groupes des Communistes révolutionnaires en France, le RKD Les Communistes des Conseils en Hollande etc...

La Gauche Communiste Internationale ne peut s'acquitter de sa tâche de formation des cadres, et de base programmatique des futurs partis qu'en s'orientant résolument vers une discussion internationale, vers une confrontation politique publique et fraternelle avec tous ces groupes révolutionnaires. Cette discussion et confrontation internationale ne peut être laissée au hasard des circonstances mais doit être recherchée, organisée, et dans la mesure où l'intérêt de la discussion rendra possible et nécessaire, on devrait s'orienter vers l'organisation de contacts, de discussion, et de publication de Bulletins internationaux de discussion et documentation, et de conférences internationales.

### La Gauche Communiste Internationale.

Il est nécessaire de reconnaître que la GCI, si elle présente une ligne politique générale, ne présente pas toute fois une homogénéité politique il ne s'agit pas de monolithisme, impossible dans une organisation, et qui ne peut être qu'un étouffement bureaucratique, détruisant toute possibilité de vie politique idéologique. En parlant d'homogénéité nous parlons à une base de principes fondamentaux, indispensables pour que l'organisation ne se transforme pas en un rassemblement éclectique. La guerre a révélé des divergences et oppositions au sein de la GCI et portant sur des questions de principes.

Ces divergences ont eu pour résultat, la brisure de l'unité organisationnelle de la GCI, des scissions et exclusions, et la formation de divers groupes qui défendaient publiquement des positions politiques diamétralement opposées.

Il serait indigne de la part de révolutionnaires hânetes de vouloir fermer les yeux ou de jeter un voile pudique sur cette réalité.

On peut réussir pendant un temps à tromper soi-même et le prolétariat mais on ne peut construire par cette méthode un véritable Parti de classe capable de s'acquitter de sa tâche. Le mensonge de l'homogénéité, basé sur l'écartement de toute question en divergence ne peut avoir finalement

que le même résultat: celui du monolithisme bureaucratique; l'étouffement de toute possibilité de vie idéologique de l'organisation.

Nous ne citerons que les points les plus importants où se sont manifestées les divergences dans la GCI.

a) La nature de la guerre: exacerbation ou disparition des antagonismes inter-impérialistes.

b) La théorie révisionniste de l'Economie de guerre, avec tout son aboutissement des positions opportunistes.

c) La question de l'antifascisme: la participation à la guerre impérialiste en Espagne, la participation à la guerre mondiale au travers du Comité de Coalition Antifasciste de Bruxelles.

d) La question de l'Etat russe. La défense de la théorie de la nature prolétarienne de l'Etat russe, ou capitalisme d'Etat en Russie.

Questions subsidiaires.

1) La question des syndicats: les syndicats sont ils encore des organismes de classe ou des casernes de l'Etat capitaliste?

2) La question parlementaire: Doit-on participer aux élections?

3) Appréciation du 43 en Italie: Absence totale du prolétariat ou manifestation de l'apparition du prolétariat italien?

4) Tendance actuelle du capitalisme: Négation du caractère économique de nationalisation, ou tendance vers un capitalisme d'Etat?

5) Analyse de la situation présente: et la perspective centrale: sommes nous dans un cours montant de la lutte de classe ou dans un cours vers la 3ème guerre impérialiste mondiale?

6) La notion de l'Etat après la victoire de la Révolution

Nature prolétarienne, Etat ouvrier, ou nature capitaliste Etat fleau, instrument entre les mains du prolétariat mais qui ne s'identifie pas avec lui.

Mais il ne suffit pas d'énumérer les questions et divergences. Nous devons encore constater et déplorer que depuis un certain temps il se manifeste une tendance dans la GCI à abandonner toute discussion politique et théorique et à vouloir créer une fiction d'une homogénéité à l'extérieur, en escamotant et en esquivant le débat sur les problèmes les plus fondamentaux à l'intérieur.

Le Parti Communiste Internationaliste d'Italie.

Le PCI présente cette particularité d'être le reflet d'une situation qui a imposé la formation du Parti, mais sans que le Parti reflète suffisamment par une prise de conscience claire, la situation.

L'exemple le plus frappant de cet état contradictoire est donné par l'énonciation, d'une part de cette règle principale juste: que la construction du Parti n'est possible que dans une situation montante de reprise de lutte offensive du prolétariat, et l'affirmation d'autre part que les événements de 1943 en Italie (moment où fut fondé le Parti) ne signifiaient pas une manifestation de reprise de lutte du prolétariat italien. Ainsi on aboutit à une série de contradictions inextricables.

Où la règle principale est valable pour tous les pays sauf l'Italie ou bien la règle reste valable aussi pour l'Italie et c'est le PCI qui devient alors une création artificielle, ou bien encore la fondation du Parti correspondait à la règle principale et alors c'est l'analyse des événements de 43 qui est erronée.

Le plus surprenant c'est que le PCI affirme simultanément les trois choses à la fois et a tour de rôle sans même se douter de la contradiction.

L'insuffisance des travaux de la Conférence n'apparaît pas tellement dans les débats qui ont eu lieu, mais surtout dans le fait d'avoir laissé de côté et passé outre, les problèmes fondamentaux de l'heure. Le problème du capitalisme d'Etat et les caractères de la phase décadente du capitalisme n'ont même pas été effleurés. Pas plus d'ailleurs que la question de la nature de classe de la société russe.

Mais le plus grave est que la Conférence de Turin a par-dessus tout évité de toucher aux questions qui ont déchiré la fraction italienne en trois groupes: La minorité qui a participé et a préconisé la participation à la guerre impérialiste en Espagne, Le Groupe Vercesi qui a révisé les notions fondamentales de la "raction, par ses théories de l'"Economie de guerre" et sa participation dans le Comité de Coalition antifasciste à Bruxelles et le groupe de ~~Maitte~~ ~~line~~ qui seul a maintenu la position communiste de la Fraction durant la guerre.

Il est inconcevable pour tout militant révolutionnaire honnête que ces trois groupes, la minorité exclue en 1937, le groupe Vercesi exclu au début de 1945 et le groupe de ~~M~~; se retrouvent, fin juin 1945 dans une même organisation en maintenant chacun leur position mais évitant d'un commun accord de porter le débat publiquement, ni de donner d'explication au prolétariat.

Il est plus particulièrement inadmissible que les camarades comme Butta et Tullio qui ont signé la "déclaration politique" votée à la Conférence de la "raction Italienne en mai 1944 - qui dénonçait le révisionnisme et l'opportunisme du groupe Vercesi, que ces camarades qui ont voté et signé la résolution d'exclusion de Vercesi en janvier 1945 pour son activité "antifasciste" aient pu se retrouver avec Vercesi à la Conférence de Turin sans porter le débat publiquement.

Ces documents politiques, que ces camarades ont votés, mais qui pour des raisons inexplicables (pudeur ou sentimentalité) ont été tenus cachés jusqu'à ce jour, sont publiés dans l'Internationalisme N°7. Si aujourd'hui ils relient ces documents, ces camarades sont tenus de donner une explication politique publique de leur nouvelle position. Le silence est inadmissible. Les documents politiques dans le mouvement ouvrier ne sont pas des chiffons de papier de la diplomatie bourgeoise. On ne peut pas sans inconvenient bafouer avec cette désinvolture ses propres positions. Une telle attitude de légèreté ne peut que déconsidérer ces camarades, porter le discrédit sur toute l'organisation et inciter avec raison les ouvriers à la plus grande méfiance à l'égard du Parti quant à sa sincérité et à son sens de responsabilité.

Et qu'on ne vienne pas invoquer la résolution contenant la condamnation de la politique "antifasciste". Cette condamnation vague et générale incluse en passant dans une résolution traitant de contacts à prendre avec des groupes dans les autres pays, de par les conditions dans lesquel elle fut faite, de par l'unanimité sans débat avec laquelle elle fut votée, ne nous rassure nullement.

N'oublions pas que cette résolution fut apportée et présentée à la Conférence par ... Vercesi. ! On ne peut s'empêcher de penser aux belles résolutions pompeuses votées par la même Internationale contre la guerre au moment même où les chefs se préparaient consciemment à pratiquer les plus infâmes trahisons. On ne peut ne pas évoquer la récente Conférence de la SFIO maintenant les articles du programme sur la lutte de classe contre l'Etat capitaliste au moment même où le Parti socialiste est à la tête de l'Etat.

Ce ne sont pas les affirmations verbales qui comptent. C'est uniquement l'accord qui existe entre le verbe et l'action qui peut nous garantir sur la sincérité de la parole.

Dans le cas concret de Vercesi, il ne s'agit pas seulement de ses théories révisionnistes, mais de son activité concrète pendant la guerre. Il faut en finir avec le silence pudique et la déformation de la vérité. Le Comité de Coalition antifasciste, de Bruxelles, dans lequel Vercesi au nom de la Fraction jouait un rôle prépondérant, était comme son nom l'indique, une coalition de tous les partis politiques "antifascistes" de la bourgeoisie italienne. Quelle a été l'activité de ce Comité? Il suffit d'ouvrir l'organe du Comité: "l'Italia di Domani" paru en pleine guerre, pour s'en apercevoir. Dans ce journal où Vercesi était l'éditorialiste, "marxiste" s'étale la plus infecte propagande pour la guerre des démocraties contre l'Allemagne fasciste, le souhait que le bloc démocratique saura reconnaître les sacrifices du "peuple" italien participant dans la guerre contre l'Allemagne pour laisser à l'Italie son "indépendance" sa "grandeur" et ses colonies. Vous trouverez dans ce journal infâme la glorification d'un héros "antifasciste" qui a fait sauter tant de trains et occasionné la mort de tant de "boches"? Vous trouverez aussi des appels pour s'engager dans l'Armée pour la Libération nationale.

L'ITALIE DI DOMANI" EST UNE EDITION 44-45 DU POPOLO D'ITALIA DE MUSSOLINI DE 1915. Il poursuit en effet les mêmes buts, la participation à la guerre impérialiste aux côtés des "Démocraties". Qu'il sympathise des gouvernements "démocratiques" "alliés" lui était acquise, tout le prouve.

La sauce marxiste de Vercesi trouvait sa raison d'être comme on le comprend bien, pour mieux faire avaler toute cette infâme nourriture aux ouvriers italiens.

Le Pci d'Italie doit se rendre compte de la gravité des faits. Il n'aura d'autorité pour condamner la trahison des staliniens et autres, qu'après avoir sans aucune réticence et publiquement, fait le procès politique de l'activité de Vercesi et du Comité de Coalition antifasciste de Bruxelles. Sinon tout ouvrier paraît en droit de COMPRENDRE LE SILENCE DU PCI COMME UNE SOLIDARISATION AVEC CETTE ACTIVITE.

Dans un article "une déléguée française" à la Conférence de Turin, caractérise celle-ci comme le nouveau "Livourne". Livourne c'est le Congrès de fondation du Pci d'Italie en 1921. Quoiqu'on ait pu dire de la "rupture à gauche" de Livourne, ce ne fut qu'une traduction atténuée des Congrès de la Halle (unification avec les indépendants allemands) et du Congrès de Tours (unification avec Frossard Cachin et tutti-quanti-) Livourne c'est l'amalgame avec "Ordine Nuovo" les Serrati, les Pombacci, et les Graziadei. C'est la corde au cou passée par l'IC à la Gauche abstentionniste de Bordiga. Ce n'est pas Livourne que la Fraction s'est proposée de refaire mais une sélection révolutionnaire plus sévère, sur des bases programmatiques ne laissant pas de place à l'opportunisme.

La Conférence de Turin comme nous venons de le voir se situe sur un certain nombre de points, sur une ligne qui n'est même pas celle de Livourne mais celle de Serrati, celle de l'unité de tout le monde.

C'est précisément ce que cette "singulière déléguée" glorifie sous le nom de Livourne, que nous critiquons et condamnons dans la Conférence de Turin et dans le Pci d'Italie.

### La Fraction en Belgique.

Depuis la reprise de son activité, la Fraction belge a accompli un travail extrêmement précieux. Son effort continu, dans la publication régulière de l'"Internationaliste" est une preuve réconfortante de sa vitalité. Mais il est regrettable que nous n'assistions pas à une correspondance dans le travail théorique et dans la netteté de ses positions politiques.

Aucun des problèmes en divergence dans la GCI n'a été abordé ouvertement et directement. Aussi trouvons nous dans l'"Internationaliste" des positions contradictoires sur un même problème. Sur l'analyse des événements de 1943 par exemple, la Fraction Belge s'est niée au moins trois fois dans l'intervalle de quelques mois. Et cela sans le moindre trouble comme si c'était tout tout naturel. Dans la question de l'Etat les contradictions les plus frappantes sont présentées tout naïvement comme des "errata". Dans les autres questions brûlantes comme "La nature de l'Etat russe", les nationalisations; la nature de la Guerre, l'Economie de guerre, on remarque un manque de précision qui permet au lecteur averti de saisir des appréciations fort différentes et opposées.

Mais ce qui, dans l'activité de la fraction belge nous paraît le plus criticable c'est son attitude envers la crise dans les fractions italiennes et française.

Dans la crise de la GCI, la Fraction belge semblait vouloir occuper la position de la Suisse entre les blocs belligérants, avec un préjugé favorable pour la tendance Vercesi. S'efforçant d'amoindrir les conclusions les plus absurdes et les plus choquantes de la théorie de Vercesi, elle manifestait sa méfiance envers "l'intransigeance "exagérée" et croyait pouvoir attribuer cela au malentendu et mauvaises interprétations. Au lieu de participer activement dans la discussion, prendre carrément et ouvertement position, elle n'a fait que minimiser le débat et garder le silence. Ainsi s'explique cette situation paradoxale, ou la fraction belge persiste malgré notre insistance et celle de la FI avant sa dissolution, à se taire sur le Comité de coalition antifasciste, qui pourtant agissait en Belgique et de réussir à ne souffler mot, ni pour, ni contre.

Dans la crise de la fraction française, la FB qui déplore le malentendu et la scission survenue en mai, commence par déclarer ne pouvoir se prononcer sur le fond. Mais cette réserve politique ne l'empêche pas, de nous traiter un beau jour, dans une lettre aux CR de dissidents, de la GC et cela sans qu'aucune discussion et clarification politique n'ait eu lieu.

On pourrait demander peut-être à la FB quels sont les critères politiques qui lui ont servi pour distinguer entre la Gauche Communiste et la "dissidence"? Croit-elle que pour être de la GCI il faut faire partie de la Fraction Internationale de Vercesi? Ne confond-elle pas un peu trop hâtivement l'une avec l'autre. La Fraction belge a proposé au mois de mai une Conférence Internationale de tous les groupes de la GCI avec un ordre du jour portant sur toutes les questions en divergence, et la constitution d'un Bureau International.

La Fraction française alors encore unie a accepté cette proposition en soumettant la question d'un Bureau International et sa fonction, au résultat des débats. Après la scission nous avons maintenu et renouvelé notre accord avec la proposition. Mais entre temps c'est la FB, sans explication, qui a renoncé à sa proposition. Peut-on savoir la raison exacte?

Nous ne pouvons que déplorer cette attitude quelque peu trouble de la FE correspondant d'ailleurs à son attitude politique. Décidément la "neutralité" ne veut rien en politique. Sans mettre en doute les bonnes intentions de la FE son attitude n'a pas éliminé les "malentendus" mais n'a fait qu'entretenir l'état dans lequel se trouve la GCI. La FE porte ainsi sa part de responsabilité.

### La Fraction en France.

Il y a deux groupes existant actuellement en France qui se réclament de la GCI et prétendent chacun représenter la Fraction en France.

Cette situation a première vue paradoxale, n'est en réalité qu'une manifestation particulière de ce qui est l'état "normal" dans l'ensemble de la GCI. Deux courants fondamentaux se heurtent dans la GCI. En France ces deux courants apparaissent sous la forme des organisations séparées, indépendantes et opposées.

Nous réitérons, ici, une fois de plus ce que nous avons déclaré maintes fois NOUS ETIENS COMME LA DISCUSSION parceque 1) les divergences qui nous séparaient n'étaient pas exclusives à la fraction française, et en conséquence ne pouvaient être résolues sur le plan étroit de la Fraction française mais uniquement sur le plan international de la GCI.

2) la solution des divergences ne peut réellement présenter un moment de dépassement qu'après maturation et clarification politique, suffisantes.

3) parceque nous rérudions le système qui consiste à provoquer des divergences imaginaires sur des points secondaires pour camoufler les divergences réelles, et qui substitue à la confrontation politique loyale, l'arme empoisonnée des intrigues organisationnelles et les cancanes de concierge.

C'est brusquement après le retour de S de B et avant même qu'elle ait pu rendre compte de son mandat que se déclenche brusquement une campagne faisant feu de tout bois. Cette campagne aboutit avec une rapidité extraordinaire (2 semaines) au départ de trois camarades quittant l'organisation. (nous avons avoir été surpris par cette blitz-krieg).

Pour entretenir la confusion à l'extérieur, ces trois camarades constitues en organisation, continuent à s'intituler Fraction Française, et publiaient un journal avec le même titre que celui de la majorité de l'organisation. Ces procédés qu'il est préférable de s'abstenir de qualifier, sont devenus des faits courants dans le mouvement ouvrier depuis l'avènement du stalinisme. Nous ne pouvons que protester contre de tels procédés et constater que le prolétariat n'a pas encore la force de les extirper, et d'imposer un minimum de probité intellectuelle et une morale révolutionnaire.

Après des mois ce groupe fusionne avec des camarades de l'ancienne minorité exclus de la Fraction Italienne en 1937, et des éléments dirigeants de l'ancienne UC (Union Communiste).

Nous n'allons pas faire ici la critique des positions de l'ancienne minorité de la FI. Ce sont de vieux militants incontestablement dévoués à la cause du prolétariat, absolument intègres, qui tôt ou tard, peuvent et doivent, trouver leur place dans les rangs de l'organisation révolutionnaire. Mais il n'en reste pas moins que les positions prises par ces camarades lors de la guerre impérialiste en Espagne, sont des positions anti-prolétariennes et que de ce fait, ces camarades ne pourraient trouver place dans la GCI (qui s'est constituée contre eux) que dans la mesure où ils auraient abandonné leur position en la dépassant critiqueusement.

Mais il n'en est rien. Dans une déclaration faite dans une réunion publique un camarade de la minorité, pouvait affirmer que l'entrée de la minorité dans un groupe de la fraction n'impliquait pas de leur part l'abandon de leur position sur la guerre espagnole qu'ils maintenaient intégralement.

Ce qui est le cas pour la minorité s'applique également aux camarades de l'UC, organisation à laquelle la minorité adhérait depuis 1937. Il est possible pour des raisons historiques que la construction de l'organisme de classe ne se fasse pas toujours et partout par le développement régulier de la Fraction. Il est possible que la construction du Parti nécessitera d'emprunter un chemin tortueux que celui théoriquement et idéalement entrevu (le chemin de la fraction) et se réalisera au travers d'un regroupement avec des militants d'autres groupes.

Mais dans cette éventualité, la condition fondamentale restera la discussion franche et honnête entre les divers groupes, aboutissant à un accord sur une base principielle.

C'est exactement le contraire qui s'est produit à Paris. Au lieu de convier à une discussion politique générale entre les divers groupes, on a intentionnellement écarté les groupes existants: comme les RKD, les CR, les CR dissidents et nous-mêmes, pour se livrer à des tractations avec des individualités, dans le plus grand secret. Cette méthode de racolage individuel, employé naguère par Trotsky et combattu par la Fraction Italienne à l'avantage de substituer l'attachement sentimental à des personnalités, à la confrontation politique. Mais aussi ce n'est pas une organisation qu'on crée, mais simplement un amalgame politique.

La nouvelle "Fraction" non seulement a fait place en son sein, aux positions de la minorité italienne et de l'UC sur la guerre espagnole, mais encore elle a rejeté la Déclaration de principes qui fut le document de base, à la constitution de la fraction en France. On peut se demander après cela ce qu'il reste encore de Gauche Communiste, normis le nom usurpé, à cet amalgame.

La Déclaration de principes (Document de base de la FF) abandonnée sans explication, les thèses et résolutions de la Conférence constitutive de la FF rejetées sans débats, les statuts de l'organisation oubliés, sur quoi donc, sur quelles bases s'est faite cette singulière unification? A ce jour aucune résolution, aucune déclaration politique n'a encore été faite, et pour cause! ON NE PEUT PARLER DE CE QUI N'EXISTE PAS.

Cependant ce groupe qui fuit lamentablement toute discussion et confrontation politiques avec les autres groupes, semble jouir d'une certaine faveur auprès de certaines tendances dans la GCI. Ce fait surprenant à première vue, s'explique cependant quand on constate que ce groupe s'est transformé en une "claque" applaudissant et justifiant tout ce qui se fait, toute politique portant formellement le nom de GCI.

Il serait très long d'énumérer toutes les contradictions et tournants opérés par ce groupe depuis un an. Mais au travers de tous ces zig zag une tendance générale se dégage: le retour aux positions révisionnistes de la tendance Vercesi. On a ravalé la résolution votée condamnant le révisionnisme de la théorie de l'Economie de guerre; on a ravalé la condamnation de la participation au Comité antifasciste et le vote d'exclusion pour ce fait de la tendance Vercesi. Rien ne traduit mieux la désorientation et la crainte de se trahir ou de "déplaire" que l'incapacité absolue de ce groupe de publier un seul numéro de la revue de discussion théorique.

Quant à nous, nous ne prétendons pas de n'avoir pas commis de fautes ou d'avoir résolu tous les problèmes. Il est possible que nous ayons commis des

erreurs. Mais en publiant en plus du journal, une dizaine de numéros de notre revue "Internationalisme", nous avons fait preuve de notre effort d'aborder les problèmes, de chercher à donner une réponse communiste, sans nous occuper de plaire ou de déplaire.

Le prestige de tel ou tel individu, voulant jouer le rôle de "chef" nous occupe fort peu. Les individus quels qu'ils soient ne nous intéressent pas. Ce sont des positions politiques que nous défendons ou combattons, et la passion avec laquelle nous le faisons n'a d'autre justification que la conviction profonde de servir la classe et de contribuer à l'armement idéologique de l'avant-garde.

### Le Bureau International de la GCI.

La Conférence du PCI a de nouveau posé le problème de la reconstitution du BI de la GCI. Rappelons que durant toute la guerre nous avons œuvré pour cette reconstitution, contre tous ceux qui ne voyaient pas de possibilité d'existence de l'organisation pendant la guerre et faisaient tout pour qu'elle n'existe pas. Ainsi se trouvait ressuscitée en 1939-45 la vieille théorie de Kautsky de 1914-18 de l'Internationale Organisation dans la période de paix et non dans la période de guerre.

L'expérience nous a montré que la reconstruction du BI ne pourra avoir lieu qu'après une Conférence Internationale des Fractions, après une discussion approfondie sur les divergences. Nous avons souscrit aux propositions d'une telle Conférence faite par la Fraction belge en Mai 1945.

Or, en ce moment nous assistons à des tentatives de précipiter la formation d'un BI en dehors de toute Conférence et de toute confrontation politique internationale. On manigance, on se défend en voyages, en tractations individuelles, en diplomatie secrète. Il paraît que le BI est déjà un fait ou sur le point de le devenir, et la lutte se fait autour du nombre des "sièges" réservés à chacun de ces groupes.

Notre Fraction est évidemment tenue à l'écart. Dans tout ceci nous voyons simplement qu'une volonté d'éliminer organisationnellement notre fraction.

Il existe deux méthodes de regroupement: il y a celle qui a servi au 1er Congrès de l'IO qui a invité tous les groupes et partis se réclamant du Communisme, pour participer à la confrontation de leur position. Il y a celle de Trotsky qui en 1931 "réorganisait" l'Opposition internationale et son Secrétariat en prenant bien le soin d'éliminer préalablement et sans explication la fraction italienne et d'autres groupes qui auparavant en fai saient partie (les vieux camarades se souviennent d'une lettre de protestation envoyée par la fraction italienne à toutes les sections de l'Opposition Internationale, stigmatisant cet acte arbitraire et bureaucratique de Trotsky).

Vercesi et les amis perprennent aujourd'hui la vieille méthode de Trotsky. Même le procédé de la formation d'une deuxième, d'une nouvelle fraction en France, n'est pas une trouvaille originale? C'est la copie du procédé de Trotsky constituant une nouvelle Opposition Italienne (NOI) en 1931, pour faire pièce à la fraction "bordiguiste". Même procédé pour cacher une même intention. On n'ose pas exclure politiquement la tendance de Cauche intransigeante, de crainte de révéler sa propre couleur opportuniste. On recourt à de savantes "réorganisations" en prenant soin d'éliminer préalablement la tendance de Cauche. C'est plus habile et moins gênant.

Camarades, il faut prendre garde. Si un tel procédé, si une telle méthode triomphait dans la GCI cela ne manquerait pas d'avoir des conséquences graves. Cela signifierait non seulement que l'opportunisme a triomphé dans la GCI, mais qu'il étouffe déjà la vie politique à l'intérieur, qu'il est déjà assez fort pour passer à l'exclusion bureaucratique des éléments de gauche.

Nous nous adressons à tous les groupes, à tous les militants qui se réclament de la GCI. Nous élevons notre protestation contre la volonté et l'intrigue de nous éliminer de l'organisation internationale. Aucun critère politique, aucun statut organisationnel, ne peut être invoqué pour justifier notre élimination. D'avance nous dénonçons la manœuvre qui consistera demain à nous présenter comme des "dissidents" qui se sont retirés de la GCI par leur propre volonté.

Nous reprenons la proposition de la Fraction belge, d'une Conférence Internationale de tous les groupes de la GCI, avec l'ordre du jour tel qu'il a été accepté. Nous proposons en outre d'inviter à assister à titre consultatif à cette conférence tous les groupes communistes, qui sans être de la GCI ont eu toute fois une attitude révolutionnaire internationaliste pendant la guerre et n'ont, à aucun moment trempé dans des coalitions et idéologies antifascistes. Ceci peut se rapporter aux spartakistes de Hollande les CR et RK en France et peut-être d'autres encore.

La situation intérieure de la GCI et du mouvement ouvrier en général nous paraît être très grave. Le devoir de chaque fraction est de prendre nettement position. En formulant ses positions et en les soumettant à tous les groupes de la GCI nous espérons qu'elles seront examinées attentivement.

Nous sommes prêts à examiner et discuter toute proposition ou suggestion opposée.

Dans l'attente d'une rapide réponse, veuillez recevoir chers camarades, nos salutations révolutionnaires.

LA FRACTION FRANÇAISE DE LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE.

( GCF )

- Paris le 15 mars 1946 -

## INTERNATIONALE

### 1933 Mort de la Troisième Internationale Cours vers la guerre imperialiste

Il est bien aisé en 1946 de discuter sur le moment où il fallait quitter la 3e Internationale. Chaque date, celles de 1921, 1924, 1927, sont assez riches en événements pour déterminer les causes de rupture d'avec l'I.C. Ce qui semble guider la majorité des camarades de l'avant garde tels les R.K.O. ou les C.R. est plus un canevas, un espèce de critère statique, que l'examen d'une situation mouvante mais qui à notre avis garde son sens jusqu'en 1933.

Notre interprétation du phénomène russe et de sa repercussion sur le terrain internationale s'appuie sur 2 facteurs décisifs:

a) Une situation de crise politique de la bourgeoisie mondiale qui après la rupture de la guerre impérialiste par la révolution russe cherche sa voie, aspire à la paix et s'aperçoit de son impossibilité à adapter l'essor de son économie à l'économie de paix.

Cette crise politique désarticule tout le système de police et de coercition, donnant au prolétariat la possibilité de l'opposer face à l'Etat, contre l'Etat, pour la révolution.

b) L'existence d'une idéologie révolutionnaire et d'une avant garde qui s'organise assez rapidement sur le terrain internationale. Si nos camarades R.K.O. et C.R. acceptent nos 2 points à l'exception de la tendance H. pourtant leur conclusions ne sont pas identiques aux nôtres.

A quoi cela tient?

Tout d'abord à leur notion d'internationale. Au lieu de voir cet organisme comme une manifestation d'un immense mouvement ouvrier en opposition franche et ouverte contre l'Etat bourgeois, ils ont par trop tendance à séparer le mouvement lui-même avec ses spontanés et son impréparation idéologique d'avec l'Internationale.

En haut le parti communiste internationale qui traficote, en bas la classe ouvrière qui sui génériquement trouve le chemin de la révolution et se heurte à l'Internationale dans sa lutte.

C'est toute la notion du parti qu'ils admettent sur le plan national et qu'ils rejettent en le camouflant sur le plan mondiale.

Si organiquement le parti ne se confond pas avec la classe tel un état major et une armée, pour ce qui est de l'idéologie de la lutte il y a identité parti et classe.

L'impréparation des luttes, les erreurs, l'opportunisme tactique ne sont pas le fait du traficote d'une cliqué mais bien la preuve de la faiblesse idéologique d'une avant garde qui tatonne devant les problèmes nouveaux et immenses.

Et comme c'est uniquement dans le creuset de l'Internationale que s'élabore toute idéologie révolutionnaire, parce que l'Internationale c'est le mouvement mondiale vers la révolution et par là, la preuve que le cours est toujours montant, c'est là aussi que les batailles décisives entre la gauche révolutionnaire et la droite opportuniste

Dans la période montante, hors du mouvement, hors de l'internationale, la gauche n'a aucune possibilité de contrebalance et d'annihiler la politique opportuniste de la droite.

Parler de l'Internationale opportuniste, c'est parler d'un cours de reflux révolutionnaire et indiquer par là que l'organisme mondial s'est vidé de son contenu conscient de classe. Parler d'Internationale dégénérée est un non-sens politique, car ce corps ne peut que présenter une faiblesse, une impréparation, ou bien une faillite.

Le problème en jeu n'est pas une régénérescence mais un renforcement de son potentiel révolutionnaire par le renforcement de son idéologie et l'élimination des causes d'erreur et de faiblesse idéologique.

Le mouvement révolutionnaire quoiqu'affaibli se poursuit au travers de l'Internationale. Parler de changement de nature de cet organisme, c'est nier le cours montant de la révolution.

Et il n'y a qu'un esprit prélogique qui peut commettre l'erreur de séparer la révolution chinoise de l'Internationale Communiste. Cette unité posait pour les révolutionnaires la nécessité de renforcer les points avancés de la lutte révolutionnaire non du dehors tel des catéchisants du haut de leur chaire mais dans le corps même de la lutte.

Quel que soient les erreurs de principes commises, telle la thèse du socialisme dans un seul pays, quelque soit les désirs des individualités tel Trotsky, Stalin, Bordiga, la lutte ne posait pas la scission mais l'examen des erreurs et des fautes, la prédominance de l'opportunisme dans l'Internationale ne résultait pas de trafics internes mais du rejaillement des défaites de la classe dans son organisme le plus conscient.

L'Internationale balbutiait sous le coup des défaites, l'opportunisme trouvait son terrain pour s'épanouir, la Gauche devait-elle désertier le poste ou se faire évincer sans coup férir.

Ne devait-elle pas combattre ces balbutiements en présentant et défendant une ligne politique juste et conséquente des erreurs commises.

La pureté révolutionnaire est un mythe et signifiait à cette époque une trahison envers la classe.

La Gauche n'a pas agit en médecin pendant la période qui va jusqu'à 33 mais comme fraction saine d'un organisme faible.

Et si en 1933 nous avons proclamé la mort de l'Internationale et avons invité le prolétariat à quitter l'organisme de pourriture idéologique qui s'était installé à sa place ceci résultat de ce que le cours de la situation avait changé de sens donnant au mouvement de classe une nature antiprolétarienne.

La montée de Hitler en Allemagne au lendemain de la crise de 29 indiquait que le prolétariat avait subi la plus dure défaite et n'était plus capable idéologiquement de s'opposer au cours de la guerre qui s'annonçait.

Ce qui continuait à porter le nom d'Internationale ne représentait plus qu'un tour de passe passe de la bourgeoisie, lui permettant de briser s'ils se présentaient les derniers sursauts de la classe contre la guerre.